



---

# ASSEMBLÉE NATIONALE

---

PREMIÈRE SESSION

QUARANTE ET UNIÈME LÉGISLATURE

## **Procès-verbal**

**de l'Assemblée**

**Le mardi 6 octobre 2015 — N° 113**

**Président de l'Assemblée nationale :  
M. Jacques Chagnon**

---

**QUÉBEC**



La séance est ouverte à 13 h 45.

---

**AFFAIRES COURANTES**

**Déclarations de députés**

M. Iracà (Papineau) fait une déclaration afin de rendre hommage à M. Guy Therrien pour son engagement bénévole.

---

M. Gendron (Abitibi-Ouest) fait une déclaration afin de féliciter les citoyens de l'Abitibi-Témiscamingue qui se sont mobilisés pour le Projet AT.

---

M. Arcand (Mont-Royal) fait une déclaration afin de rendre hommage à Mme Rolande Handfield, lauréate du prix Lucienne-Saillant.

---

M. Jolin-Barrette (Borduas) fait une déclaration afin de souligner le 30<sup>e</sup> anniversaire du Centre périnatal Le Berceau.

---

Mme David (Outremont) fait une déclaration afin de rendre hommage à M. Christopher Jackson, fondateur du Studio de musique ancienne de Montréal.

**6 octobre 2015**

---

Mme Massé (Sainte-Marie–Saint-Jacques) fait une déclaration afin de féliciter trois jeunes de la circonscription de Sainte-Marie–Saint-Jacques, finalistes des prix Leviers.

---

M. Poëti (Marguerite-Bourgeoys) fait une déclaration afin de souligner le 50<sup>e</sup> anniversaire de l'Association de football mineur de LaSalle.

---

M. Picard (Chutes-de-la-Chaudière) fait une déclaration afin de féliciter les élèves et les enseignants du centre de formation en entreprise et récupération des Navigateurs.

---

Mme Charbonneau (Mille-Îles) fait une déclaration afin de féliciter les finalistes et les lauréats du prix Ensemble contre l'intimidation.

---

Mme Poirier (Hochelaga-Maisonneuve) fait une déclaration afin de souligner la 30<sup>e</sup> Journée mondiale de l'habitat.

---

À 13 h 57, M. Ouimet, premier vice-président, suspend les travaux pour quelques instants.

---

Les travaux reprennent à 14 heures.

---

**6 octobre 2015**

---

Moment de recueillement

**Dépôts de documents**

Mme Thériault, ministre de la Sécurité publique, dépose :

Le rapport annuel de gestion 2014-2015 de la Régie des alcools, des courses et des jeux;

(Dépôt n° 1491-20151006)

Le rapport annuel de gestion 2014-2015 du Comité de déontologie policière.

(Dépôt n° 1492-20151006)

\_\_\_\_\_

M. Leitão, ministre des Finances, dépose :

Le rapport d'activité 2014-2015 de l'Institut de la statistique du Québec.

(Dépôt n° 1493-20151006)

\_\_\_\_\_

Mme Vallée, ministre de la Justice, dépose :

Le rapport sur la rémunération et certaines conditions de travail des procureurs aux poursuites criminelles et pénales du Comité de la rémunération des procureurs aux poursuites criminelles et pénales, pour la période du 1<sup>er</sup> avril 2015 au 31 mars 2019.

(Dépôt n° 1494-20151006)

\_\_\_\_\_

M. Hamad, ministre responsable de la région de la Capitale-Nationale, dépose :

Le rapport annuel 2014-2015 incluant le plan triennal 2015-2018 de la Commission de la capitale nationale du Québec.

(Dépôt n° 1495-20151006)

**6 octobre 2015**

---

Mme Vien, ministre du Tourisme, dépose :

Le rapport annuel de gestion 2014-2015 de la Société du Centre des congrès de Québec.

(Dépôt n° 1496-20151006)

M. Fournier, leader du gouvernement, dépose :

La réponse du gouvernement à la pétition déposée le 26 mai 2015 par M. Marceau (Rousseau) concernant le projet de construction d'une ligne à 735 kV de la Chamouchouane–Bout-de-l'Île;

(Dépôt n° 1497-20151006)

La réponse du gouvernement à la pétition déposée le 26 mai 2015 par M. Billette (Huntingdon) concernant le vote électronique dans les universités pour toutes les questions concernant les grèves et leur reconduction;

(Dépôt n° 1498-20151006)

La réponse du gouvernement à la pétition déposée le 3 juin 2015 par M. Cloutier (Lac-Saint-Jean) concernant la modification de la liste des cas de « force majeure » de l'entente du 13 décembre 2006 intervenue entre le gouvernement du Québec et Alcan;

(Dépôt n° 1499-20151006)

La réponse du gouvernement à la pétition déposée le 10 juin 2015 par M. Cousineau (Bertrand) concernant la mise en place d'un programme de stérilisation pour les chats;

(Dépôt n° 1500-20151006)

La réponse du gouvernement à la pétition déposée le 10 juin 2015 par Mme Léger (Pointe-aux-Trembles) concernant l'opposition aux coupures en éducation;

(Dépôt n° 1501-20151006)

La réponse du gouvernement à la pétition déposée le 11 juin 2015 par M. Khadir (Mercier) concernant le remplacement de la taxe foncière par une taxe progressive et progressiste;

(Dépôt n° 1502-20151006)

**6 octobre 2015**

---

La réponse du gouvernement aux pétitions déposées le 11 juin 2015 par M. Rochon (Richelieu) concernant l'agrandissement de l'École Saint-Roch, à Saint-Roch-de-Richelieu;

(Dépôt n° 1503-20151006)

La réponse du gouvernement à la pétition déposée le 11 juin 2015 par M. Khadir (Mercier) concernant la publication des données du Registre des lobbyistes et du Registre des entreprises;

(Dépôt n° 1504-20151006)

La réponse du gouvernement à la pétition déposée le 11 juin 2015 par M. St-Denis (Argenteuil) concernant l'accès aux plans d'eau du Québec;

(Dépôt n° 1505-20151006)

La réponse du gouvernement à la pétition déposée le 12 juin 2015 par Mme Massé (Sainte-Marie–Saint-Jacques) concernant les clauses de baux résidentiels interdisant la possession d'animaux de compagnie;

(Dépôt n° 1506-20151006)

La réponse du gouvernement à la pétition déposée le 15 septembre 2015 par Mme Poirier (Hochelaga-Maisonneuve) concernant la libération du blogueur saoudien Raïf Badawi;

(Dépôt n° 1507-20151006)

La réponse du gouvernement à la pétition déposée le 16 septembre 2015 par M. Caire (La Peltrie) concernant la reconnaissance des droits des étudiants désirant poursuivre leurs études pendant les grèves étudiantes;

(Dépôt n° 1508-20151006)

La réponse du gouvernement à la pétition déposée le 17 septembre 2015 par M. Gaudreault (Jonquière) concernant l'arrêt de la surfacturation et le remboursement des clients par Hydro-Québec;

(Dépôt n° 1509-20151006)

La réponse du gouvernement à la pétition déposée le 17 septembre 2015 par Mme Roy (Arthabaska) concernant les tarifs d'électricité d'Hydro-Québec.

(Dépôt n° 1510-20151006)

**6 octobre 2015**

---

M. le président dépose :

La copie du préavis de la motion proposée par M. Roberge (Chambly) qui sera inscrite au *Feuilleton et préavis* du mercredi 7 octobre 2015, sous la rubrique « Affaires inscrites par les députés de l'opposition ».

(Dépôt n° 1511-20151006)

### **Dépôts de pétitions**

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 63 du Règlement, M. Matte (Portneuf) dépose :

L'extrait d'une pétition, signée par 328 citoyens et citoyennes du Québec, concernant l'utilisation de toilettes sans eau.

(Dépôt n° 1512-20151006)

---

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 63 du Règlement, Mme Vallières (Richmond) dépose :

L'extrait d'une pétition, signée par 3 270 citoyens et citoyennes du Québec, concernant le financement des organismes en défense collective des droits.

(Dépôt n° 1513-20151006)

### **Questions et réponses orales**

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

6 octobre 2015

---

**Motions sans préavis**

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 185 du Règlement, M. Blais, ministre de l'Éducation, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, conjointement avec M. Cloutier (Lac-Saint-Jean), M. Roberge (Chambly), Mme David (Gouin) et Mme Roy (Arthabaska), propose :

QUE l'Assemblée nationale souligne la tenue, le 5 octobre 2015, de la Journée mondiale des enseignantes et des enseignants, qui sont des acteurs importants de la réussite et de la persévérance scolaire.

Du consentement de l'Assemblée, la motion est adoptée.

---

M. Traversy (Terrebonne), conjointement avec Mme Soucy (Saint-Hyacinthe) et Mme Massé (Sainte-Marie–Saint-Jacques), présente une motion concernant le projet Énergie Est de TransCanada; cette motion ne peut être débattue faute de consentement.

---

M. Lemay (Masson), conjointement avec M. Traversy (Terrebonne), et Mme Roy (Arthabaska), présente une motion concernant le déversement d'eaux usées dans le fleuve Saint-Laurent; cette motion ne peut être débattue faute de consentement.

---

M. Khadir (Mercier), conjointement avec Mme Lamarre (Taillon) et Mme Roy (Arthabaska), présente une motion concernant la Coopérative de solidarité SABSA; cette motion ne peut être débattue faute de consentement.

---

**6 octobre 2015**

---

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 84.1 et conformément à l'article 146 du Règlement, M. Sklavounos, leader adjoint du gouvernement, propose :

QUE la Commission de l'économie et du travail, dans le cadre de l'étude du projet de loi n° 57, Loi modifiant la Loi sur les régimes complémentaires de retraite principalement quant au financement des régimes de retraite à prestations déterminées, procède à des consultations particulières et tienne des auditions publiques les 27 et 28 octobre 2015 à la salle Louis-Joseph-Papineau;

QU'à cette fin, la Commission entende les organismes suivants :

M. Alban D'Amours  
Conseil du Patronat du Québec  
Fédération des Chambres de commerce du Québec  
Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec  
Confédération des syndicats nationaux  
Morneau Shepell  
Institut canadien des actuaires  
PBI - Conseillers en actuariat ltée  
Aon Hewitt  
Réseau FADOQ  
Force jeunesse  
Fédération canadienne de l'entreprise indépendante  
Centrale des syndicats démocratiques  
Centrale des syndicats du Québec  
Association canadienne des administrateurs de régimes de retraite  
Institut québécois de planification financière

QU'une période de 12 minutes soit prévue pour les remarques préliminaires, répartie de la manière suivante : 6 minutes au groupe parlementaire formant le gouvernement, 3 minutes 30 secondes au groupe parlementaire formant l'opposition officielle et 2 minutes 30 secondes au deuxième groupe d'opposition;

**6 octobre 2015**

---

QUE la durée maximale de l'exposé de chaque organisme soit de 10 minutes et l'échange avec les membres de la Commission soit d'une durée maximale de 35 minutes partagées ainsi : 17 minutes 30 secondes pour le groupe parlementaire formant le gouvernement, 10 minutes 30 secondes pour l'opposition officielle et 7 minutes pour le deuxième groupe d'opposition;

QUE le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale soit membre de ladite commission pour la durée du mandat.

Du consentement de l'Assemblée, la motion est adoptée.

#### **Avis touchant les travaux des commissions**

M. Sklavounos, leader adjoint du gouvernement, convoque :

- la Commission de la santé et des services sociaux, afin de poursuivre l'étude détaillée du projet de loi n° 20, Loi édictant la Loi favorisant l'accès aux services de médecine de famille et de médecine spécialisée et modifiant diverses dispositions législatives en matière de procréation assistée;
- la Commission des institutions, afin de poursuivre l'étude détaillée du projet de loi n° 51, Loi visant notamment à rendre l'administration de la justice plus efficace et les amendes aux mineurs plus dissuasives.

Et du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 143 du Règlement, il convoque :

- la Commission des transports et de l'environnement, afin de poursuivre ses auditions publiques dans le cadre de consultations particulières à l'égard du document intitulé *Cible de réduction d'émissions de gaz à effet de serre du Québec pour 2030*;

**6 octobre 2015**

---

- la Commission de l'agriculture, des pêcheries, de l'énergie et des ressources naturelles, afin de compléter ses auditions publiques dans le cadre de consultations particulières à l'égard du projet de loi n° 54, Loi visant l'amélioration de la situation juridique de l'animal.

—————

M. Ouimet, premier vice-président, donne l'avis suivant :

- la Commission des transports et de l'environnement se réunira en séance de travail afin de statuer sur la possibilité que la Commission se saisisse d'une pétition.

### **Renseignements sur les travaux de l'Assemblée**

M. Sklavounos, leader adjoint du gouvernement, soulève une question de directive concernant les questions écrites inscrites au *Feuilleton et préavis* du mardi 6 octobre 2015 par M. Caire (La Peltrie).

Du consentement de l'Assemblée pour déroger aux articles 53 et 59 du Règlement, M. Sklavounos, leader adjoint du gouvernement, dépose :

Un article publié sur le site Internet du journal *Le Soleil*, en date du 6 octobre 2015, intitulé « Projets informatiques : questions à plusieurs millions de la Coalition Avenir Québec ».

(Dépôt n° 1514-20151006)

Après avoir entendu quelques remarques des leaders parlementaires, M. Ouimet, premier vice-président, informe l'Assemblée qu'il entendra d'autres arguments à une séance ultérieure.

Puis, M. Ouimet, premier vice-président, informe l'Assemblée que, le mercredi 7 octobre 2015, aux affaires inscrites par les députés de l'opposition, sera débattue la motion de M. Roberge (Chambly).

**6 octobre 2015**

---

Cette motion se lit comme suit :

QUE l'Assemblée nationale reconnaisse que les compressions budgétaires effectuées dans les services directs aux élèves, notamment pour les élèves présentant des difficultés d'apprentissage, constituent un frein important à leur réussite;

QU'elle exprime son profond désaccord avec les propos du ministre de l'Éducation à l'effet qu'il serait maladroit de réinvestir dès maintenant dans le réseau de l'éducation;

QU'elle exige du gouvernement libéral qu'il rétablisse les services directs aux élèves, notamment pour ceux aux prises avec des difficultés d'apprentissage, que certaines commissions scolaires ont coupés.

---

## **AFFAIRES DU JOUR**

### **Projets de loi du gouvernement**

#### *Adoption*

M. Hamad, ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale, propose que le projet de loi n° 58, Loi regroupant la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances et la Régie des rentes du Québec, soit adopté.

Un débat s'ensuit.

À la demande de M. Ouimet, premier vice-président, M. Therrien (Sanguinet) retire certains propos non parlementaires.

**6 octobre 2015**

---

Le débat terminé, la motion est adoptée à la majorité des voix et, en conséquence, le projet de loi n° 58 est adopté.

À 15 h 40, à la demande de Mme Vien, leader adjointe du gouvernement, M. Ouimet, premier vice-président, suspend les travaux jusqu'à 18 heures.

### **Débats de fin de séance**

À 18 h 02, l'Assemblée tient un débat de fin de séance sur une question adressée par M. Traversy (Terrebonne) à M. Heurtel, ministre du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques, portant sur le sujet suivant : « Le déversement d'eaux usées par la ville de Montréal ».

M. Heurtel, ministre du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques, propose l'ajournement des travaux au mercredi 7 octobre 2015, à 9 h 45.

La motion est adoptée.

À 18 h 14, Mme Gaudreault, deuxième vice-présidente, lève la séance et, en conséquence, l'Assemblée s'ajourne au mercredi 7 octobre 2015, à 9 h 45.

*Le Président*

**JACQUES CHAGNON**